



# Pour sa rentrée, Macron met l'accent sur l'école avant de réunir toutes les forces politiques

(AFP) -

Emmanuel Macron a martelé mercredi sa volonté de "rebâtir la nation", en mettant l'accent sur l'école, et annoncé une grande réunion la semaine prochaine avec toutes les forces politiques en quête d'accords "utiles pour la France", dont certains pourraient être soumis à référendum.

Dans un entretien-fleuve au Point pour sa rentrée politique, le chef de l'Etat détaille son "initiative d'ampleur" pour débloquer une situation toujours complexe à l'Assemblée nationale, où il est dépourvu de majorité absolue depuis sa réélection en 2022.

Après les émeutes urbaines du début de l'été, il confirme son diagnostic controversé de "décivilisation". "Il faut donc s'atteler à reciviliser", affirme-t-il, tout en vantant son bilan économique et sécuritaire.

Il va convier la semaine prochaine "toutes les forces politiques représentées" au Parlement -- probablement le mercredi 30 août selon certains partis invités -- "dans un lieu en région parisienne".

La réunion portera "sur la situation internationale et ses conséquences sur la France", et sur les émeutes. Objectif: "renforcer l'indépendance de notre pays et rebâtir notre nation et tout ce qui la tient", à savoir, selon le président, "la famille, l'école, le service national universel, la transmission de notre culture, notre langue, la régulation des écrans" ou encore "notre organisation et nos institutions dans tous les territoires".

"Je suis sûr que nous pouvons bâtir des accords utiles pour la France", insiste-t-il.

- "Réduire significativement l'immigration" -

"Sortiront de ces travaux des décisions immédiates, des projets et propositions de loi mais aussi des projets de référendums", ajoute-t-il. Avant d'enfoncer le clou: il "compte bien" avoir "recours" au référendum -- même s'il ne précise pas sur quoi, et qu'il a évoqué plusieurs fois cette option en six ans de présidence sans jamais passer à l'acte.

Au passage, il prévient qu'il ne se privera pas d'utiliser à nouveau le controversé article 49.3 de la Constitution, comme sur les retraites, pour imposer sans vote un texte "important". Notamment le futur projet de loi sur l'immigration, le plus sensible des prochains mois, même s'il assure vouloir "éviter" cet outil constitutionnel.

"La situation que nous connaissons n'est pas tenable et nous devons réduire significativement l'immigration, à commencer par l'immigration illégale", déclare Emmanuel Macron, tout en assurant que la France n'est pas "submergée par l'immigration" comme l'affirment certains à sa droite. Il plaide "en parallèle" pour une meilleure "intégration".

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin est une énième fois mandaté pour remettre cet ouvrage sur le métier après moult reports.

Les Républicains, qui font monter les enchères sur l'immigration et feraient tomber le gouvernement s'ils venaient à voter une motion de censure avec le reste des oppositions, ont bénéficié d'un traitement à part: le président a appelé mardi leur patron Eric Ciotti, pour évoquer son initiative. "Une sorte de séminaire où chacun pourrait parler librement", selon l'entourage du député.

Emmanuel Macron assure aussi qu'il ne saurait se "contenter d'un taux de chômage à 7%", et décline sa vision d'une transition écologique "désirable" et pas donneuse de "leçons".

Mais c'est sur l'école qu'il s'étend particulièrement dans l'hebdomadaire, jugeant qu'il s'agit d'une priorité face aux défis actuels.

"On a besoin de moins d'écrans, et plus d'école", lance-t-il pour résumer sa pensée, dénonçant une nouvelle fois le rôle "majeur" des réseaux sociaux dans les émeutes et les dérèglements sociétaux.

- "Trop de vacances" -

En première ligne sur les chantiers de l'Education confiés au ministre Gabriel Attal lors du remaniement de juillet, le chef de l'Etat précise certains projets.

Fidèle à sa conviction qu'il y a "trop de vacances", il dit vouloir que les élèves "qui en ont besoin" puissent rentrer



à l'école "dès le 20 août" pour "faire du rattrapage", et estime qu'il faut des "ajustements" sur le calendrier du bac car certaines épreuves sont trop "tôt dans l'année".

Lors du Conseil des ministres de rentrée, le chef de l'État a par ailleurs voulu couper court à la "petite musique sur les hausses d'impôts" qui bruisse.

Mais il a admis qu'il faudrait "faire des choix", alors que l'exécutif est à la recherche d'économies pour un budget 2024 sous contrainte financière.

"Il n'est pas question, ce n'est pas du tout la philosophie du gouvernement, d'augmenter les impôts des ménages", a déclaré peu après Élisabeth Borne sur France Bleu.

La Première ministre a néanmoins admis que l'augmentation des franchises médicales faisait "partie des réflexions". "Un nouvel impôt qui ne dit pas son nom", ont dénoncé à l'unisson le patron du PS Olivier Faure et celui du PCF Fabien Roussel.

Afp le 23 août 23 à 21 46.

